

**VILLE  
DE  
BAUME - LES - DAMES**



**DOUBS**

DÉPARTEMENT DU DOUBS  
Canton de Baume les Dames  
Arrondissement de Besançon  
**COMMUNE DE BAUME LES  
DAMES**  
(N°INSEE : 25047)

**Nombre de membres**

- En exercice : 29
- Présents : 21
- Votants : 26
- Ayant donné procuration : 5
- Absents : 3

**Date de convocation**

09/11/2022

**Date d'affichage**

22/11/2022

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 15 novembre 2022**

L'an DEUX MILLE VINGT DEUX, le QUINZE NOVEMBRE, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de NOVEMBRE.

**Etaient présents (21) :**

Arnaud MARTHEY, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLLOT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Emmanuelle WISSANG-GIRARD, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Sandra BOUHESSE, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Soazig BONFILS, Florian CORDIER.

**Procurations données (5) :**

Marie-Christine DURAI donne pouvoir à Arnaud MARTHEY  
Colette ROMANENS donne pouvoir à Francine COUDON  
Annie GIRARDAT donne pouvoir à Christian BASSENNE  
Charline BARDEY donne pouvoir à Christelle LAMBERT  
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

**Absents (3) :**

Bruno DEBRIE  
Philippe RONDOT  
Christian LANIER

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Francine COUDON ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

**Délibération n° 118/2022**

**Objet : Dossier APRR**

En 1989, la société Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR) a sollicité de la commune de Baume les Dames l'autorisation pour la construction d'un pylône sur la parcelle cadastrée section ZD n°28, appartenant au domaine privé de la commune, incluse dans la forêt domaniale gérée par l'ONF.

En effet, la société APRR, qui exploite l'autoroute A36 concédée par l'Etat, indiquait à l'époque rencontrer d'importants et récurrents problèmes de communication avec ses équipes de patrouilleurs chargés de veiller à la sécurité des usagers de l'autoroute. De ce fait, cette installation technique avait pour objectif premier d'assurer la bonne communication entre les agents de la société APRR et la sécurité des usagers de l'autoroute A36.

Le Conseil Municipal du 8 décembre 1989 a admis cet argument de sécurité des usagers et a donné son accord de principe pour « la création d'un relais radio avec antenne de 40 mètres de haut », simple déclaration d'intention qui, d'une part, précisait qu'une convention d'occupation devait être régularisée et qui, d'autre part, entraînait une révision du Plan d'Occupation des Sols.

En effet, selon le POS en vigueur, la parcelle concernée est située en zone ND mais aussi et surtout frappée d'une servitude d'espace boisé classé, cette dernière interdisant toute construction nouvelle. Par conséquent, une révision du POS s'imposait pour lever cette servitude d'espace boisé classé sur ladite parcelle et rendre ainsi légale la construction du pylône.

Toutefois, sans attendre la révision du POS, intervenue postérieurement, et alors qu'aucune convention n'a été régularisée avec la commune pour définir la durée et le montant de la redevance d'occupation, un premier pylône de 40 mètres de hauteur a été édifié en 1989 puis remplacé par un pylône de 60 mètres de hauteur.

Depuis 1997, la société APRR a étendu l'exploitation de son ouvrage technique aux opérateurs de téléphonie mobile et, à ce jour, au réseau 5G.

Ce qui signifie que, depuis 1997, la société APRR perçoit des revenus commerciaux de la part des opérateurs de téléphonie mobile pour l'exploitation d'un ouvrage qui était prétendument destiné à assurer la sécurité publique alors même qu'elle occupe la parcelle sans droit ni titre, et donc sans reverser la moindre redevance d'occupation à la Commune. Dès lors, la commune oblige la société APRR au paiement d'un montant de redevance forfaitaire de 25.000€ par an et au rattrapage des redevances non acquittées sur les cinq années antérieures, soit 125.000€.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'obliger la société APRR aux versements d'une redevance forfaitaire annuelle de 25.000€ et d'un rattrapage des cinq années antérieures non acquittées d'un montant de 125.000€,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette délibération.

**Vote du Conseil :**

Pour : 26    Contre : 0    Abstentions : 0

Le Maire,  
Arnaud MARTHEY

